

Le gouvernement incapable d'aider une entreprise d'armement française

écrit par Alain Falento | 1 mars 2024



L'épidémie de Covid 19 aura au moins eu le mérite de mettre

en exergue une cruelle réalité : la France ne produit plus rien sur son sol. Bien évidemment, l'industrie de l'armement n'échappe pas à la règle. La fabrication d'armes et de munitions de petit calibre ayant été considérée comme non stratégique par les brillants visionnaires qui nous gouvernent, nous avons donc abandonné et mené à la faillite Manurhin (ancien leader mondial de la fabrication de machines à fabriquer des munitions), ainsi que la fameuse Manufacture de St Étienne qui fabriquait le célèbre FAMAS (fusil d'assaut de l'armée française).

Nous sommes ainsi dans un état de dépendance totale vis-à-vis de la Belgique, mais surtout de l'Allemagne, pays hostile auquel nous confions le soin de nous fournir le fusil d'assaut qui équipera nos forces armées.

Le conflit ukrainien a bien évidemment remis à l'ordre du jour la relocalisation d'une filière petit calibre sur notre sol. Or, l'unique fabricant qui est parvenu à survivre à ce jeu de massacre est la société Verney-Carron, sauvée in extremis de la faillite il y a quelques années et qui se contente depuis des années de fabriquer des armes de chasse.

Il y a quelques mois, Verney-Carron est parvenu à décrocher miraculeusement un contrat de 36 millions d'euros avec l'État ukrainien, pour la livraison de dix mille fusils d'assaut, deux mille fusils de haute précision et 400 lance-grenades. Ce contrat n'est pas uniquement une aubaine pour la société Verney-Carron, mais c'est également l'occasion de relocaliser la filière petit calibre sur le sol français.

Malgré cela, nous apprenions il y a quelques jours que Verney-Carron n'était toujours pas en mesure de lancer la production en raison « de la non-levée de clauses bancaires » et que l'entreprise risque même de perdre le contrat si la situation persiste.

Même si aucune précision n'est fournie, il est bien évident

que ce retard relève du non-déblocage de tranches de crédit de quelques millions d'euros. Alors que Macron voyage autour du monde en jouant au Père Noël, distribuant à qui en veut les milliards qu'il emprunte sur les marchés financiers, il n'est même pas capable de trouver les quelques millions qui pourraient relancer une filière fort porteuse sur notre territoire.

Sur les 3 milliards de crédit que nous venons de balancer en Ukraine, le gouvernement français n'est donc même pas parvenu à en rediriger 1% vers ses entreprises nationales pour relancer une filière entière. Si rien n'est fait rapidement, il est certain que ce contrat tombera dans l'escarcelle de l'Allemand Heckler & Koch, qui n'aura certainement aucune difficulté à lever quelques misérables clauses bancaires.

Alors qu'on nous abreuve jusqu'à plus soif de souveraineté et de réindustrialisation, nos énarques ne sont pas capables (ou peut-être n'y ont-ils même pas pensé) de décrocher leur téléphone, de convoquer une ou deux banques françaises, et de leur expliquer gentiment qu'il serait dans leur intérêt de débloquer quelques lignes de crédit au profit de Verney-Carron.

Ce type d'ingérence douce ne semblait pas leur poser problème lorsqu'il s'agissait de sauver la tête du PDG du Club Méditerranée lors de son rachat par le chinois Fosun, un certain Henri Giscard d'Estaing, fils de l'ancien président de la République, qui n'a pourtant pas pour réputation d'être le couteau le plus affuté du tiroir, comme disent les jeunes de nos jours.

Il est malheureusement certain que cette situation se reproduira inexorablement pour toutes les branches de ce qui reste de l'industrie française. Il est bien évident que la réindustrialisation passe par une orientation de la dépense publique vers nos entreprises nationales. C'est la moindre

des choses. Pour ce faire, il est nécessaire dans un premier temps de contourner la réglementation européenne qui oblige à procéder à des appels d'offre internationaux, en rédigeant ces derniers de telle façon à s'assurer que seules les entreprises françaises soient en mesure de l'emporter, comme le font bons nombres de nos soi-disant « partenaires européens ».

À l'inverse, le gouvernement français s'enorgueillit de jouer à fond le jeu des appels d'offre, qui permettent bien souvent même à des entreprises chinoises de venir concurrencer les nôtres sur notre territoire. Tant que cette engance d'incapables et de traitres sera au pouvoir, la réindustrialisation de la France restera un vœu pieux.

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/le-gouvernement-incapable-daider-une-entreprise-darmement-francaise.html>